

Hong Kong dépend presque entièrement du commerce : telle est la caractéristique la plus importante de son économie. L'ensemble des importations, des exportations et des réexportations de marchandises s'élève à environ 235 p. 100 du PIB (si l'on inclut le commerce des services, l'ensemble de l'activité commerciale s'élève à près de 300 p. 100 du PIB). La prospérité de Hong Kong demeure liée à la vigueur de ses principaux marchés d'exportation aux États-Unis, en Europe et en Chine. Hong Kong demeure dans l'ombre du passage à l'administration chinoise qui s'effectuera en 1997. Pour que les investissements se maintiennent et que la main-d'œuvre spécialisée et les gestionnaires ne s'en aillent pas, il est essentiel de continuer à avoir confiance en l'avenir de Hong Kong. Pour témoigner de sa confiance inébranlable dans l'avenir, Hong Kong s'est lancée dans l'amélioration massive de ses infrastructures (au cours des dix prochaines années, on investira quelque 25 milliards de dollars canadiens dans l'aménagement d'un nouvel aéroport et le réaménagement du port). Même si la Chine n'a pas formellement approuvé le plan de Hong Kong en ce qui a trait au financement du projet, ce dernier donne lieu à une vague d'activités contractuelles, qui n'ajoutera pas moins de 1 p. 100 à la croissance du PIB de Hong Kong; aussi cette vague sera-t-elle pour la mission un pôle d'attention de premier ordre dans ses efforts d'expansion du commerce. Dans ces conditions, le programme d'intensification des investissements et du commerce du Commissariat du Canada repose sur un climat d'accroissement des dépenses et de maintien d'une activité vigoureuse dans le domaine de la construction, et ce, tant dans le secteur privé que dans le secteur public. Au même moment, la fuite des capitaux d'investissements liée à l'émigration des gens d'affaires va demeurer importante.

En 1992, Hong Kong était le treizième marché en importance pour le Canada, tandis que le Canada se situait au neuvième rang parmi les clients de Hong Kong. Les échanges commerciaux avec Hong Kong représentent au total 1,9 milliard de dollars canadiens. D'après les estimations, le commerce des services rapporte en outre de 200 à 300 millions de dollars canadiens de revenus aux secteurs canadiens des finances, du voyage, de l'enseignement et des services connexes. Les exportations à forte valeur ajoutée, qu'il s'agisse de matériaux de construction, de télécommunications ou de communication de données, de produits alimentaires ou de services, continuent de connaître une forte croissance; aussi demeureront-elles des domaines sur lesquels se concentrera le commissariat du Canada. L'attention se portera également sur les industries environnementales ainsi que sur les principaux projets de financement liés à l'amélioration des infrastructures.

Hong Kong représente une importante source d'investissements pour le Canada; on estime qu'en 1991, 4 milliards de dollars canadiens se sont dirigés vers le Canada, en rapport avec l'immigration, les investissements directs et l'immobilier. L'accent sera mis de plus en plus sur les alliances stratégiques auxquelles participent les entreprises de Hong Kong en Chine méridionale. Dans ce contexte, le commissariat du Canada cesse délibérément de tenir compte, dans son programme en matière de commerce et d'investissements, de la distinction qu'on avait l'habitude de faire entre commerce, investissements et activités de transfert technologique.